Procédure restreinte

1. The City of Stoke-on-Trent, Town Hall, Stoke-on-Trent, Staffordshire, Angleterre.
 - c)
 - d)
2. Restreinte.
 4. 64 semaines.
3. a) Construction d'un incinérateur d'ordures à Hanford, Stoke-on-Trent, Staffordshire, Angleterre, d'une valeur approximative de 1 400 000 £, sur fondations sur pieux, celles-ci étant comprises ;
 5. ICE Conditions of Contract, Royaume-Uni.
- b) Une offre pour les travaux de génie civil et de construction, comprenant :
 6. a) Le 8 février 1974 ;
 - b) Mr. R.F. Brenchley, W.S. Atkins & Partners, Consulting Engineers, Woodcote Grove, Ashley Road, EPSOM, Surrey, Angleterre ;
 - c) Langue anglaise.
 7. Le 15 mars 1974.
- un complexe d'incinération à ossature d'acier, revêtu et vitré, avec murs en lambris de briques, soutes en béton, fondations et planchers, comprenant bâtiment d'incinérateur, soutes à ordures, hall de déversement, bâtiment des résidus, salle des pompes et salle de commande, cheminée indépendante, etc., l'ensemble devant contenir l'incinérateur d'ordures installé auparavant en vertu d'un marché séparé attribué par l'organisme adjudicateur mentionné au point 1,
- une loge de garde séparée et un pont à bascule,
- un bureau séparé et un bloc d'équipement et services,
- routes, dallages, assainissement, clôtures, espaces verts, etc., et tous services d'entretien.
8. Article 25 (a) et (b) et article 26 (b), (d) et (e) (1).
9. Prix et conformité avec le devis descriptif.
- 10.
11. Le 11 janvier 1974.

(1) Directive du Conseil n° 71/305/CEE du 26 juillet 1971 (JO n° L 185 du 16. 8. 1971, p. 5).

Procédure restreinte

1. Haverhill Urban District Council, Haverhill, Suffolk, Angleterre.
2. Procédure restreinte.
 3. a) Le nom du chantier est Chimswell Estate, Areas 103/105 ;
b) Marché de construction d'habitations pour environ 265 maisons : tous modèles ;
c) Appel d'offres afférent à l'ensemble du projet ;
d) Le projet concerne la conception et la construction.
 4. Aucun délai n'est prévu.
 5. The Current Revision of the Joint Contracts Tribunal (JCT) Form of Contract.
 6. a) Le 14 février 1974 ;
b) The Clerk of the Council, Council Offices, Haverhill, Suffolk, Angleterre ;
c) Langue anglaise.
 7. Le 7 mars 1974.
 8. — Références bancaires et déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires en travaux de construction de l'entreprise au cours des trois derniers exercices ;
— Déclaration concernant les diplômes et qualifications professionnelles du soumissionnaire et/ou des cadres de l'entreprise et, en particulier, de la personne ou des personnes qui seront responsables de l'exécution des travaux ;
— Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, accompagnée de certificats de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces certificats indiqueront le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin. Si nécessaire, l'autorité compétente soumettra directement ces certificats à l'autorité attribuant les marchés ;
— Déclaration sur l'outillage et l'équipement technique dont dispose l'entreprise pour l'exécution des travaux ;
— Effectif annuel moyen de l'entreprise et importance de ses cadres pendant les trois dernières années ;
— Indication concernant les techniciens ou les services techniques auxquels l'entreprise pourra faire appel pour l'exécution des travaux, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise.
 9. Le prix le plus bas.
La durée du marché est évaluée à 2 ans.
 10. Le soumissionnaire sera prié de se faire inscrire au House Building Registration Council.
 11. Le 11 janvier 1974.

Procédure restreinte

1. Wasser- und Schiffahrtsdirektion Hamburg, 2000 Hamburg 4, Bernhard-Nocht-Straße 78. Freie und Hansestadt Hamburg, Behörde für Wirtschaft und Verkehr, Strom- und Hafengebäude, 2000 Hamburg 11, Dalmannstraße 1-3.
 - a) lot n° 1 : utilisation de l'outillage du km 639 au km 766 ; matières draguées totales : 40 000 000 de m³ environ ;
 - b) lot n° 2 : outillage utilisé du km 625 au km 639 ; matières draguées totales : 10 000 000 m³ environ.
2. Procédure restreinte ; attribution conformément à la réglementation des marchés de travaux publics, partie A VOB/A avec mise en concurrence publique préalable.
3. a) L'Elbe de Hambourg à la mer (km 625 au km 766) ;
 b) Fourniture et exploitation d'engins de dragage modernes avec équipes de service complètes par location avec garanties d'exécution. Le marché comporte deux lots (voir paragraphe 3 sous c). Le lot n° 1 comprend les travaux de dragage — dans la mesure où on effectue des travaux de refoulement — ainsi que les travaux des zones de refoulement correspondantes.
 L'ensemble du volume de dragage pour les deux lots est d'environ 50 000 000 m³. Cette quantité doit être partiellement vidée au clapet, mais principalement refoulée. Au moins la moitié des matières draguées peuvent être aspirées.
 Le concurrent devra disposer de l'outillage suivant :
 3 à 4 dragues suceuses autoportées de taille différente (contenance du puits à clapet : 2 500 à 6 000 m³) avec ou sans installation de refoulement ;
 5 à 7 dragues à godets (contenance du godet : 650 à 1 000 l) ;
 1 à 2 refouleurs à déblais (2 000 à 4 000 CV environ), un des appareils devant pouvoir être reconverti en drague à couteaux ;
 3 à 4 dragues suceuses sur chalands (1 000 à 2 000 CV environ) ;
 2 à 3 stations relais de pompage pour le refoulement dans des zones de refoulement étendues ;
 Différents chalands de refoulement et chalands de déversement de tailles diverses ;
 Différents remorqueurs correspondants à la taille de chalands choisis ;
 Canalisation de refoulement (d'un diamètre d'environ 600 — 800 mm), y compris les accessoires ;
 Différents bulldozers et d'autres outils auxiliaires ;
 c) Deux lots :
 lot n° 1 : utilisation de l'outillage du km 639 au km 766 ; matières draguées totales : 40 000 000 de m³ environ ;
 lot n° 2 : outillage utilisé du km 625 au km 639 ; matières draguées totales : 10 000 000 m³ environ.
4. Le délai d'exécution est de 3 ans et 6 mois. Début des travaux : au début de l'été 1974.
- 5.
6. a) Le 18 février 1974 ;
 b) Adresse : voir paragraphe 1 ;
 c) Langue allemande ; en double exemplaires avec l'ensemble des documents.
7. Le 20 mars 1974.
8. Seules seront admises à exécuter les travaux, des entreprises possédant les connaissances techniques et la capacité nécessaires ainsi que des moyens techniques et économiques suffisants pour remplir les obligations du contrat.
 Les indications mentionnées dans VOB/A paragraphe 8 troisième alinéa devront être jointes à la demande :
 — indications sur les travaux semblables à ceux faisant l'objet du présent appel d'offres exécutés au cours des trois derniers exercices écoulés ;
 — indications détaillées sur l'outillage que l'entreprise prévoit d'utiliser et sur les autres équipements techniques. Il est conseillé aux concurrents de demander au service qui passe le marché, mentionné en 1, les listes d'outils correspondantes et de joindre ces dernières entièrement remplies à la demande de participation.
9. Le marché sera attribué conformément aux critères de VOB/A paragraphe 25.
10. Les autres renseignements concernant la mise en concurrence seront donnés par :
 Wasser- und Schiffahrtsdirektion Hamburg, tél. (040) 31 11 21, ext. 431.
 Strom- und Hafengebäude Hamburg, tél. (040) 32 102/2387.
11. Le 14 janvier 1974.

Procédure restreinte

1. Ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme.
Direction départementale de l'équipement du département du Nord, boîte postale n° 3 462, 59019 Lille Cedex (France).
 - aciers haute résistance : 70 t,
 - surface des tabliers : 4 700 m²,
 - plaques béton pour terre armée : 620 m².
2. Appel d'offres restreint après appel de candidatures (articles 93 à 97 du code des marchés publics).
3. a) France, département du Nord, arrondissements de Lille et Douai, communes de Sainghin-en-Mélantois, Fréтин, Péronne-en-Mélantois, Templeuve, Louvil, Genech, Nomain, Auchy-les-Orchies, Orchies ;
b) L'appel d'offres concerne un lot d'ouvrages d'art de la section Ascq-Orchies de l'autoroute C 27, Lille — Valenciennes comportant :
 - la construction d'un passage inférieur, cadre fermé, en béton armé,
 - la construction de six passages supérieurs de 4 travées à dalle en béton précontraint, dont un sur fondations superficielles et cinq sur fondations profondes,
 - la construction d'un passage inférieur, d'une travée à poutres de hauteur constante, avec culées réalisées par le procédé « terre armée »,
 - la construction d'une passerelle en béton précontraint,
 - la fourniture et la mise en œuvre d'un aqueduc métallique préfabriqué.
 Des variantes pourront être présentées pour la réalisation des tabliers des passages supérieurs en béton précontraint. Ces variantes donneront lieu à forfaitisation de leurs prix ;
- c) Le marché ne comporte qu'un seul lot comprenant :
 - pieux (Ø 80, 100, Ø 120 cm) : 500 ml,
 - coffrages : 10 200 m²,
 - bétons : 4 400 m³,
 - aciers haute adhérence : 330 t,
4. Dix (10) mois.
5. Entreprise individuelle ou groupement d'entreprises conjointes et solidaires.
6. a) Le 20 février 1974 ;
b) Monsieur le directeur départemental de l'équipement du département du Nord, cité administrative, bureau des marchés, boîte postale n° 3 462, 59019 Lille Cedex (France) ;
c) Langue française.
7. Le 1^{er} mai 1974.
8. Fiche de renseignements et déclaration à adresser conformément à l'article 41 paragraphes 1 et 2 du code des marchés publics.
9. Application des articles 91 et 92 du code des marchés publics.
10. Les entreprises pourront présenter des propositions techniques sur :
 - le procédé de précontrainte qui sera utilisé pour la construction des ouvrages d'art en béton précontraint,
 - le mode d'exécution en place des pieux en béton armé,
 - l'ouvrage métallique en acier galvanisé.
11. Le 14 janvier 1974.

Procédure restreinte (1)

1. Newburn Urban District Council, Council Offices, Newburn, Newcastle upon Tyne, United Kingdom. 2. Restricted tendering procedure and the successful tender will be the lowest acceptable offer in competition among selected contractors. 3. a) An area of 10.925 acres (4.42 hectares) at Tynevale Terrace, Lemington, Newcastle upon Tyne, United Kingdom. b) The erection of 88 No 4 person, 2-bedroom dwellings of traditional construction. Included will be all associated drainage, road works and general landscaping. In addition it is proposed to erect on the same site a block of aged persons flatlets. This will comprise 26 single person flatlets, 4 two person flatlets, warden's accommodation and communal areas. Included will be all associated drainage etc, as above. c) The site will be treated as one contract. d) 4. To be completed within a period of 21 months from the date agreed with the contractor for possession of the site. 5. The form of contracts to be entered into between the contractor and the Corporation will be the current revision of the standard form of building contract (Local authorities edition — with quantities issued by the Joint Contracts Tribunal.	6. a) 1 February 1974. b) The Clerk, Newburn Urban District Council, Council Offices, Newburn, Newcastle upon Tyne, United Kingdom. c) English. 7. 8. — Proof that none of the circumstances set out in Article 23 apply to the contractor. — Proof of the contractor's financial and economic standing as set out in Articles 25 (a), (b) and (c). — Proof of the contractor's technical knowledge and ability as set out in Article 26 (a), (c) and (d). 9. 10. 11. 14 January 1974.

(1) Voir directive du Conseil n° 71/305/CEE, article 12 paragraphe 3 et article 15 (JO n° L 185 du 16. 8. 1971, p. 8).

Procédure restreinte (1)

1. Établissement public du centre Beaubourg, 35, bd de Sébastopol, 75001 Paris (France).
2. Appel d'offres restreint.
3. a) Centre Beaubourg, Paris 75001 ;
b) Lot n° 16 : cloisons ; réalisation de 1 540 m² environ de cloisons coupe-feu deux heures, de sas et portes.
c)
d)
4. Courant 1974.
- 5.
6. a) Le 30 janvier 1974 ;
b) Monsieur le président de l'établissement public du centre Beaubourg, 35, bd de Sébastopol, 75001 Paris ;
- c) Langue française.
- 7.
8. Les entreprises intéressées devront faire acte de candidature en adressant une déclaration d'intention de soumissionner, accompagnée de tous documents concernant leurs ressources financières, leur organisation, leur compétence technique, leurs ressources en main-d'œuvre, et toutes références.
Elles devront éventuellement participer à des réunions pour fournir toutes précisions nécessaires.
- 9.
- 10.
11. Le 18 janvier 1974.

(1) Voir directive du Conseil n° 71/305/CEE, article 12 paragraphe 3 et article 15 (JO n° L 185 du 16. 8. 1971, p. 8).